

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/229

10 novembre 2003

(03-5979)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

## COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

### Mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine

La Délégation des Communautés européennes a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

1. Les Communautés européennes communiquent leurs observations et questions longtemps avant la réunion de décembre du Conseil du commerce des services afin de donner aux autorités chinoises le temps de fournir des réponses complètes.

2. Une fois que les renseignements devant être fournis par la Chine conformément aux paragraphes 8 et IV.3 a) de l'Annexe 1A de son Protocole d'accession auront été reçus, les Communautés européennes pourraient poser des questions supplémentaires.

3. Les observations et questions des Communautés européennes portent sur les points prioritaires ci-après: services de construction, d'architecture et d'ingénierie; services financiers; télécommunications; fusions et acquisitions. Elles portent aussi sur certains points relatifs aux services de livraison express, aux services juridiques, au tourisme et à l'Accord de rapprochement économique conclu avec Hong Kong, Chine.

### **I. SERVICES DE CONSTRUCTION, D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE**

4. Les CE croient comprendre que les Règles relatives à l'établissement d'entreprises de construction à participation étrangère sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2003 et ont aboli le statut d'"entrepreneur étranger", prévu dans les Mesures provisoires relatives à l'administration des qualifications des entreprises étrangères pour les marchés de travaux de construction (Décret n° 32 du 22 mars 1994 du Ministère de la construction).

5. Les CE voudraient savoir en quoi, selon la Chine, la nouvelle réglementation ne rend pas plus restrictives les conditions de fonctionnement des entreprises de construction étrangères, notamment en ce qui concerne les prescriptions en matière de qualifications, et ne restreint pas davantage leur champ d'activité.

6. Les CE souhaiteraient également que la Chine indique les raisons des prescriptions en matière de résidence (> six mois par an) imposées à tous les architectes et ingénieurs pour l'attribution d'un certificat, et des qualifications exigées pour une partie d'entre eux, conformément au Décret n° 114 relatif aux entreprises de construction et d'études techniques à participation étrangère, en particulier compte tenu du fait que la Chine n'a pas inscrit ces limitations concernant le traitement national dans sa Liste d'engagements au titre de l'AGCS.

## II. SERVICES DE LIVRAISON EXPRESS

### 7. A. PROCÉDURE DE DEMANDE DE MANDATS

- a) Quels sont les textes relatifs à cette procédure? Parmi les textes précédents (notamment l'Avis n° 64 de l'Administration nationale des postes et l'Avis n° 629 du Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique, du Ministère des industries de l'information et de l'Administration nationale des postes), y en a-t-il qui ont été abrogés?
- b) Quelle est la marche à suivre pour obtenir un mandat?
- c) La demande d'un mandat est-elle une procédure unique ou bien doit-elle être renouvelée plusieurs fois? Dans ce dernier cas, quelle est la durée du mandat?
- d) La procédure de demande de mandats est-elle centralisée ou bien y a-t-il d'autres procédures au niveau sous-central (provincial, municipal, autre)?
- e) Quelles sont les obligations imposées aux exploitants titulaires d'un mandat?
- f) Combien d'exploitants ont demandé un mandat? Combien l'ont obtenu?
- g) Les exploitants chinois fournissant des services de livraison express sont-ils tous soumis à la procédure de demande de mandats de la même manière que les exploitants étrangers?

### B. ORGANE DE RÉGLEMENTATION

- a) Quels sont les textes définissant l'organe de réglementation et ses pouvoirs?
- b) Dans quelle mesure (le cas échéant) les organismes ci-après ont-ils des pouvoirs de réglementation à l'égard des exploitants de services de livraison express? En particulier, ces organismes sont-ils habilités à effectuer des inspections sur place dans les locaux appartenant aux exploitants et, dans l'affirmative, dans quelles conditions?
  - i) Administration nationale des postes;
  - ii) Administration postale locale (provinciale, municipale, autres);
  - iii) Ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC);
  - iv) Ministère des industries de l'information (MII).

### C. PROJET DE LOI SUR LES SERVICES POSTAUX

8. Les CE ont appris que la République populaire de Chine avait l'intention de modifier sa loi sur les services postaux. En particulier, et sans préjudice de nouvelles discussions, elles suivront attentivement trois aspects de cette réforme:

- a) la définition de la portée du monopole de la Poste (ou "domaine réservé"): dans l'intérêt de tous les exploitants, il est souhaitable d'en donner une définition claire. Cette définition devrait toutefois tenir compte aussi des engagements pris par la

République populaire de Chine dans le cadre de l'OMC dans le secteur des services postaux et des services de courrier et, partant, elle ne devrait pas servir à élargir la portée du monopole;

- b) la définition de la portée du service universel, qui devrait aussi être précisée, sans oublier qu'elle ne devrait pas être confondue avec celle du domaine réservé;
- c) l'indépendance de l'organe de réglementation par rapport aux exploitants, qui semble souhaitable pour assurer une concurrence loyale sur les segments du marché qui sont libéralisés.

9. La République populaire de Chine peut-elle donner des renseignements sur la réforme de la Poste en cours, et notamment sur les trois points susmentionnés?

### **III. SERVICES FINANCIERS**

10. Veuillez vous reporter aux observations et aux questions présentées au Comité du commerce des services financiers concernant les services d'assurance, les services bancaires et les services en rapport avec les valeurs mobilières.

### **IV. SERVICES JURIDIQUES**

11. Les CE remercient la République populaire de Chine pour les renseignements qu'elle a déjà fournis dans ses réponses à leurs précédentes questions sur les services juridiques. Des renseignements complémentaires sont cependant nécessaires pour clarifier plusieurs questions relatives à l'engagement pris par la République populaire de Chine de supprimer les limitations géographiques et quantitatives et de permettre la fourniture de renseignements sur l'incidence du cadre juridique chinois. À cet égard, les CE espèrent obtenir une réponse détaillée aux questions suivantes:

12. D'après le Règlement et ses Règles d'application, les conditions requises pour demander l'établissement d'un bureau de représentation (nécessité de fournir des services juridiques), le délai d'examen et d'approbation de la demande, qui va jusqu'à neuf mois (trois mois au niveau local et six au niveau national), et les conditions d'établissement de bureaux supplémentaires (trois années de pratique continue par le dernier bureau ouvert) semblent imposer un examen des besoins économiques et des restrictions quantitatives qui ne sont pas mentionnés dans la Liste d'engagements de la République populaire de Chine. Celle-ci a fait savoir que ces conditions sont imposées uniquement dans le but de vérifier les qualifications et traduisent un principe prudentiel. La République populaire de Chine pourrait-elle expliquer plus précisément pourquoi il n'était pas nécessaire d'inscrire ces conditions dans sa Liste, conformément à l'article XVI de l'AGCS? Pourrait-elle indiquer aussi les conditions applicables pour l'ouverture d'un premier bureau et de bureaux supplémentaires par des juristes chinois?

13. Pour définir la pratique du droit chinois (exclue des engagements de la République populaire de Chine), le Règlement et ses Règles d'application donnent une définition très large des "affaires juridiques chinoises". En revanche, ils semblent donner une interprétation très restrictive de la "fourniture de renseignements sur l'incidence du cadre juridique chinois" (qui exclut la formulation d'avis ou de décisions spécifiques concernant l'application du droit de la RPC) permise dans le cadre des engagements pris par la République populaire de Chine. La RPC a fourni d'autres renseignements sur les activités que les bureaux de représentation de juristes étrangers ne peuvent pas exercer (liste négative). Pourrait-elle donner des renseignements sur les activités particulières qu'ils peuvent exercer lorsqu'ils fournissent des renseignements sur l'incidence du cadre juridique chinois (liste positive)?

## V. TÉLÉCOMMUNICATIONS

14. Les CE accusent réception des réponses qu'elles ont reçues à plusieurs questions précédentes concernant les services de télécommunication. Si certaines de ces réponses sont suffisantes pour l'instant, les CE estiment que plusieurs points sont encore peu clairs, notamment les points suivants:

15. La Chine a expliqué que la gestion de la participation de l'État dans les entreprises existantes relevait essentiellement du Ministère des finances. Les CE ont demandé une copie du texte pertinent, mais ne l'ont pas obtenue.

16. Le Règlement du 21 décembre 2001 sur l'administration des entreprises de télécommunications à participation étrangère impose de nombreuses conditions aux partenaires chinois: ceux-ci doivent avoir "le personnel professionnel spécialisé approprié pour effectuer les opérations commerciales pertinentes" (télécommunications); ils doivent détenir une part d'au moins 30 pour cent, etc. Lors des discussions sur son accession, la Chine s'était clairement engagée, comme cela est confirmé dans le rapport du Groupe de travail, à ne pas imposer de telles conditions, et notamment à accepter que les partenaires viennent d'un autre secteur. Des conditions sectorielles devraient être imposées à la coentreprise en tant que telle et les opérateurs étrangers devraient être libres de choisir leurs partenaires dans d'autres secteurs. Quand ce règlement sera-t-il modifié pour permettre aux opérateurs étrangers de choisir leurs partenaires dans d'autres secteurs?

17. De même, le Règlement sur les entreprises à participation étrangère impose aux investisseurs étrangers des conditions qui n'existent pas pour les investisseurs nationaux, conformément à l'Ordonnance d'État n° 291, qui s'applique à tous les opérateurs: en particulier, les entreprises à participation étrangère doivent avoir un capital minimum déterminé et les investisseurs étrangers doivent avoir une expérience exactement dans le secteur des services qu'ils envisagent de fournir. Les CE ne comprennent pas la raison d'être de ces prescriptions: ainsi, comment les entreprises chinoises auraient-elles pu lancer initialement, dans les mêmes conditions, de nouveaux services tels que les services d'accès à Internet? La Chine peut-elle justifier ces prescriptions et expliquer pourquoi elles diffèrent de celles qui s'appliquent aux opérateurs détenus exclusivement par des ressortissants chinois?

18. Quel traitement le Règlement sur les entreprises à participation étrangère réserve-t-il aux opérateurs en place (China Mobile, China Unicom et China Telecom, dont une partie des actifs est déjà cotée à l'étranger)?

19. Le Règlement sur les entreprises à participation étrangère dispose que "*l'aire géographique dans laquelle les entreprises de télécommunication à participation étrangère peuvent opérer sera déterminée par l'Inspection générale de l'industrie de l'information relevant du Conseil d'État, en application des dispositions pertinentes*" (article 4). Quel organisme public prendra des mesures détaillées à cet égard, et à quel moment?

20. Le Règlement sur les entreprises à participation étrangère fait référence, à bien des égards, à des prescriptions prudentielles et à des prescriptions spéciales additionnelles établies par le département administratif de l'industrie de l'information du Conseil d'État. Quelles sont ces prescriptions?

21. La Chine s'est engagée à rendre publiques les modalités et conditions d'attribution des licences individuelles, lorsque des licences sont exigées. Où sont publiées les modalités d'attribution des licences accordées aux opérateurs déjà établis?

22. Conformément aux "Mesures administratives relatives à l'attribution de licences d'exploitation de services de télécommunication", un opérateur détenteur d'une licence peut "charger" d'autres

entités ou personnes physiques d'agir en qualité d'"agents" pour fournir des services de télécommunication directement aux clients, dans le domaine de la vente, de la commercialisation et des services techniques. De plus, les services doivent être fournis au nom du détenteur de la licence, dans le cadre d'un contrat de représentation, l'opérateur assumant la responsabilité civile et administrative en cas de non-respect des normes de service et de la politique de fixation des prix. Y a-t-il des prescriptions applicables à l'agent et est-ce qu'une entité (chinoise ou étrangère) sans licence pourrait agir en qualité d'agent, directement ou indirectement (par exemple par le biais d'une coentreprise constituée en société en Chine)?

23. Le nouveau "Répertoire des catégories de services de télécommunication" ("le Répertoire") contient de nouvelles notions et définitions, telles que les services de télécommunication de base de classe 1 et de classe 2, et les services à valeur ajoutée. Il contient également de nouveaux termes et définitions qui ne figuraient pas dans les règlements antérieurs sur les télécommunications. D'après le Répertoire, certains services de télécommunication de base seront gérés comme des services à valeur ajoutée. Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique?

24. La revente d'un service est-elle soumise à la même réglementation que le service correspondant, ou à un cadre réglementaire distinct?

25. La Chine a fait savoir qu'un règlement relatif à l'adjudication publique des licences de télécommunication de base serait publié. L'a-t-il déjà été?

26. La Chine a pris l'engagement de faire en sorte que "toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en œuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire". Quelles sont les procédures d'attribution des fréquences?

27. Au sujet du recensement des "principaux exploitants de services de télécommunication", conformément à l'Ordonnance n° 291, la Chine a fait savoir que les "principaux exploitants de services de télécommunication" étaient China Telecom (dans 21 régions) et China Netcom (dans dix régions). Elle a expliqué qu'ils étaient soumis à des obligations d'interconnexion et elle a promis de donner plus de précisions. La Chine peut-elle donner ces précisions?

## **VI. TOURISME**

28. Nous croyons comprendre que l'article 11 du Règlement du 11 décembre 2001 sur l'administration des agences de voyages prévoit un examen des besoins économiques pour les nouvelles agences de voyages. Or, la Chine n'a pas inscrit cette limitation concernant l'accès aux marchés dans sa Liste d'engagements au titre de l'AGCS.

29. La Chine pourrait-elle nous dire comment elle entend aligner le règlement relatif aux agences de voyages sur ses engagements au titre de l'AGCS?

## **VII. ACCORD DE RAPPROCHEMENT ÉCONOMIQUE CONCLU AVEC HONG KONG, CHINE**

30. Les Communautés européennes espèrent que l'Accord susmentionné sera dûment notifié au Conseil du commerce des services, et souhaiteraient connaître le point de vue de la Chine sur la compatibilité de cet accord avec les conditions énoncées à l'article V de l'AGCS.

31. Les Communautés européennes souhaiteraient obtenir des renseignements sur la partie de l'Accord relative aux services, y compris sur sa couverture sectorielle, et sur les règles d'origine

applicables aux services, y compris sur les critères retenus pour que des sociétés soient considérées comme des "sociétés de Hong Kong".

### VIII. FUSIONS ET ACQUISITIONS

32. La Commission a connaissance du projet de *loi antimonopole de la République populaire de Chine* et des *mesures intérimaires concernant la participation au capital ou l'achat d'actifs d'entreprises nationales par des investisseurs étrangers*, établis par le MOFTEC. Quel est le lien entre ces deux mesures? Les investissements étrangers réalisés par voie de fusion ou d'acquisition seront-ils soumis à ces deux règlements qui se recoupent, ou à un seul?

33. Quelle est la portée de ces mesures? Les *mesures intérimaires concernant la participation au capital ou l'achat d'actifs d'entreprises nationales par des investisseurs étrangers*, établies par le MOFTEC, semblent instaurer un système de contrôle des fusions et acquisitions applicable exclusivement aux investissements étrangers. La Chine peut-elle confirmer cela?

34. Quel est le but des *mesures intérimaires* du MOFTEC *concernant la participation au capital ou l'achat d'actifs d'entreprises nationales par des investisseurs étrangers*? Plus précisément, pour quels motifs le MOFTEC a-t-il jugé nécessaire d'instituer un système de contrôle des fusions visant spécialement les investissements réalisés par des entreprises étrangères?

35. Quel sera l'effet des mesures intérimaires dans la pratique? Les investissements étrangers réalisés par voie de fusion ou d'acquisition seront-ils soumis à des prescriptions plus strictes que celles qui s'appliquent aux fusions et acquisitions d'entreprises nationales?

36. Jusqu'à présent, combien de projets d'investissement étranger ont été examinés dans le cadre des mesures intérimaires? Combien sont encore en cours d'examen? Des projets ont-ils été rejetés? Dans l'affirmative, combien l'ont été et pour quels motifs?

---